



L'Essentiel de l'année 2010

1. Présentation d'Oxfam France

Oxfam France est une association de solidarité internationale qui agit depuis 1988 sur les causes de la pauvreté et des injustices en menant des campagnes de mobilisation citoyenne et de pression sur les décideurs politiques. Elle est l'affilié français d'Oxfam, un réseau international de 15 ONG qui, ensemble, luttent contre les injustices et la pauvreté en partenariat avec des organisations dans 98 pays.

Nos missions :

- Chacun a le droit à des services sociaux de base de qualité : nous nous mobilisons pour que chacun ait accès à la santé et à l'éducation ;
- Chacun a le droit de vivre en sécurité : nous luttons pour prévenir les conflits et protéger les populations ;
- Chacun a le droit à des moyens de subsistance durables : nous travaillons sans relâche à l'instauration de règles commerciales internationales plus justes, la défense de l'agriculture paysanne, et à la promotion de politiques de lutte contre le changement climatique.

Nos modes d'action :

- **Recherche et plaidoyer** de haut niveau, visant à influencer en amont sur les politiques et les pratiques internationales afin d'imposer les changements structurels nécessaires ;
- **Information et sensibilisation de l'opinion publique** via des campagnes de mobilisation citoyenne, pour mettre en lumière les causes des inégalités et donner à chacun le moyen d'agir à son niveau contre les injustices ;
- **Proposition de solutions concrètes**, telles que la signature de traités internationaux ou l'adoption de règles commerciales équitables ;
- **Partenariat** : pour donner plus de force et d'efficacité à nos campagnes, nous travaillons en étroite collaboration avec nos partenaires du réseau Oxfam International, des organisations de la société civile dans les pays en développement et avec de nombreuses associations en France.

Nos convictions :

- La pauvreté n'est pas inéluctable et peut être éliminée par l'action humaine et la volonté politique ;
- On peut changer durablement les choses en s'attaquant aux causes structurelles de la pauvreté et des injustices qui y sont liées ;
- C'est la somme des engagements individuels au sein d'un mouvement citoyen mondial qui est force d'influence et moteur de vrais changements.

Apolitique et non confessionnelle, Oxfam France est financée en priorité par les dons des citoyens qui partagent nos convictions. Ce sont eux qui garantissent notre indépendance et notre liberté de parole et d'action !

2. Les principales activités de l'année 2010

2.1 Financement du développement

En 2010, nous avons poursuivi le travail sur cette thématique en récoltant les fruits de notre mobilisation contre les paradis fiscaux, en célébrant le vote d'une loi historique sur la transparence des entreprises à Wall Street et en accentuant notre pression pour des financements innovants pour le développement.

➤ **Des avancées majeures sur la question de l'évasion fiscale**

Plus d'un an après le lancement de la campagne « Stop Paradis fiscaux » et grâce à votre forte mobilisation, des premiers résultats sont à noter ! Les collectivités locales s'engagent, elles aussi, en faveur d'une plus grande transparence : treize régions sur vingt-deux ont décidé de réclamer des comptes à leurs partenaires financiers en ce qui concerne la présence de ces derniers dans les paradis fiscaux. L'année 2010 a marqué le début des débats officiels sur notre proposition de reporting pays par pays : déclaration des ministres des Affaires étrangères européens, discussion à la Commission européenne et à l'OCDE, mise en place d'un groupe de travail interministériel en France sur le sujet... la mobilisation a ouvert la voie !

➤ **Une mesure contraignante pour lutter contre la corruption dans les industries extractives**

Célébrons aussi une victoire, après quinze ans de lutte de la coalition mondiale Publiez ce que vous payez, dont Oxfam fait partie : dans le cadre de la loi Dodd-Frank sur la réforme de Wall Street adoptée le 15 juillet par le Sénat américain, les entreprises du secteur extractif cotées à la Bourse américaine devront pour la première fois déclarer les sommes qu'elles versent au gouvernement de chaque pays dans lequel elles opèrent. La portée de la mesure est considérable puisque 90 % des compagnies pétrolières et gazières internationales, de même que 80 % des grandes entreprises opérant dans le secteur minier, sont cotées à la Bourse américaine. Nous disposons désormais d'un point d'appui important pour exiger l'adoption de mesures similaires en Europe.

➤ **Aide publique au développement (APD) : net retard sur les engagements**

Au G8 au Canada comme lors du sommet sur les objectifs du Millénaire pour le développement à New York, nous avons rappelé aux chefs d'État leurs engagements. Les besoins augmentent, mais pas la solidarité : plus de la moitié des pays donateurs de l'OCDE ont réduit l'aide accordée aux pays pauvres en 2009. En novembre, nous avons incité les députés à voter contre le budget de l'APD : la veille du vote, ils ne disposaient pas du détail des chiffres de l'aide sur lesquels ils devaient se prononcer. Comment voter à l'aveugle des arbitrages décisifs pour l'avenir de l'APD française ?

➤ **Les financements innovants et l'idée d'une taxe sur les transactions financières (TTF) font leur chemin**

Il est fondamental de chercher de nouveaux financements pour lutter contre la pauvreté et contre le changement climatique. Nous avons donc poursuivi notre travail de plaidoyer sur ce sujet au niveau français et européen. À la fin du mois de juin 2010, à la veille du sommet du G8 et du G20, une pétition signée par 150 000 citoyens du monde entier exigeant la création de cette TTF a été remise aux dirigeants des pays participants. Un peu plus tôt, le 17 juin, Angela Merkel et Nicolas Sarkozy obtenaient le soutien des vingt-cinq chefs d'État européens. Un pas de plus vers la mise en place de la taxe, dont nous avons fait notre objectif principal en 2011 !

2.2 Droit à la santé

Alors que, chaque année, l'absence de soins tue dans le monde 350 000 femmes enceintes, dont 99 % dans les pays en développement, nous avons fait campagne en 2010 pour améliorer l'accès à la santé pour les populations du Sud, et en particulier pour les femmes enceintes et les mères. Cette amélioration passe en priorité par l'investissement dans les systèmes de santé des pays en développement et le renforcement du personnel médical. Notre campagne, « Non-assistance à mère en danger », en collaboration avec Médecins du monde notamment, a accru la portée de nos demandes. En septembre 2010, les Nations unies se sont réunies à New York pour faire le bilan de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) 1. Ce sommet a constitué le point d'orgue de notre campagne.

➤ Des résultats à la clé

Tout au long de l'année, en lien avec nos interlocuteurs français, et en particulier lors du sommet du G8 au Canada en juin et du sommet des Nations unies en septembre, nous avons défendu nos revendications : plus de moyens octroyés à l'aide à la santé, mais surtout une aide plus efficace, notamment via un soutien aux pays désireux de mettre en place des politiques d'accès gratuit aux soins pour leur population, et l'affectation d'une part significative de l'aide en santé au renforcement des ressources humaines médicales. Une avancée : lors du sommet du G8, le Canada a lancé l'initiative de Muskoka, axée sur la santé maternelle et infantile, et de nombreux pays et institutions se sont engagés à y consacrer cinq milliards de dollars sur cinq ans. La vigilance est de rigueur : les sommes promises pourraient provenir d'autres budgets de l'aide... Or on ne peut constamment déshabiller Pierre pour habiller Paul !

Par ailleurs, la seule annonce faite par la France en termes d'augmentation de son aide publique au développement a concerné le secteur de la santé : 500 millions d'euros sur cinq ans dans le cadre de l'initiative de Muskoka. L'envoi des cartes postales de notre campagne aux députés a permis de sensibiliser un grand nombre d'entre eux aux enjeux de la santé maternelle au Sud : nombreux sont ceux qui ont répondu aux signataires et neuf députés ont déposé une question écrite au gouvernement français sur ce point. Lors du sommet de l'ONU sur les OMD, 40 milliards de dollars ont été promis pour l'ensemble des objectifs en matière de santé : une bonne nouvelle, mais un montant encore insuffisant face aux 169 milliards requis d'ici à 2015. Autre bonne nouvelle : lors de ce sommet, des pays comme le Bénin et le Nigeria se sont engagés à mettre en place l'accès gratuit aux soins. Des efforts conséquents ont déjà été réalisés à cet égard par le Niger, le Népal ou le Burkina Faso.

➤ Mobilisation, couverture médiatique et innovations

Plus de 10 000 personnes ont signé notre campagne « Non-assistance à mère en danger ». Placée sous le signe de l'innovation, cette campagne a proposé de nombreuses actions : minisite Internet dédié à la campagne, réalisation d'une vidéo sur le concept des « envies » des femmes enceintes pour sensibiliser le public français aux difficultés que rencontrent les futures mères dans les pays en développement, envoi d'une e-carte relayant la campagne pour la Fête des mères, réalisation de mobilisations éclairs par les groupes locaux (Nantes, Lille, Le Mans) et à Paris, présence lors de festivals (Solidays...).

Les media ont consacré près de quatre-vingts articles à notre campagne. Un voyage de presse organisé au mois d'avril au Ghana nous a permis d'emmener deux journalistes sur place qui ont pu témoigner à leur retour de la pertinence de la gratuité de l'accès aux soins.

2.3 Agriculture paysanne et changement climatique

Oxfam France a poursuivi son travail en faveur de la mise en place de politiques agricoles, alimentaires, climatiques et commerciales cohérentes, au Nord et au Sud, qui permettent de répondre aux enjeux de la faim et de la pauvreté. La campagne « Privés de terre, privés d'avenir », lancée en octobre 2010, nous a

permis de mobiliser le public et les décideurs sur les menaces pesant sur l'agriculture paysanne des pays du Sud.

➤ **Aide à la sécurité alimentaire et à l'agriculture**

En début d'année, nous avons, en lien avec nos partenaires dans la région, alerté l'opinion, les media et les décideurs sur l'imminence d'une crise alimentaire au Sahel. Nous avons appelé pays et institutions à apporter d'urgence une réponse coordonnée et souligné l'importance de soutenir des politiques agricoles et alimentaires nationales axées sur le développement de l'agriculture paysanne et familiale. Notre analyse de l'aide publique française en matière d'agriculture et de sécurité alimentaire révèle une réduction du montant global du soutien de 15 % entre 2007 et 2009, ce qui ne permettra pas de respecter les promesses d'assistance à ces secteurs cruciaux.

➤ **Agriculture paysanne : lancement de la campagne « Privés de terre, privés d'avenir »**

En octobre, Oxfam France, en partenariat avec Agronomes et vétérinaires sans frontières (AVSF) a lancé une campagne intitulée « Privés de terre, privés d'avenir » pour interpeller le gouvernement français et l'Agence française de développement sur les nouveaux dangers menaçant les paysans du Sud : le changement climatique et l'accaparement des terres. Nous avons également mis en avant dans cette campagne le rôle déterminant des femmes dans l'agriculture, car elles sont, à la fois, victimes et actrices du changement. Nous avons donné le coup d'envoi de la campagne par une action symbolique : un convoi végétal, mené par un tracteur, a sillonné les rues de la capitale, en présentant aux passants d'immenses pots de fleurs avec les photos de deux ministres français. Dans leurs têtes, des plantes destinées à envoyer un message clair : les bonnes idées doivent enfin pousser dans la tête des décideurs français afin de soutenir l'agriculture paysanne des pays du Sud.

➤ **Accaparement des terres**

Un moment important de plaidoyer a eu lieu à Rome du 11 au 16 octobre : les représentants de 192 États se sont réunis au siège de l'Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO) dans le cadre du Comité de la sécurité alimentaire (CSA). Oxfam a joué un rôle important pour que le CSA devienne un véritable organe de gouvernance mondiale sur la sécurité alimentaire. Les États et la société civile ont activement participé aux négociations relatives à l'accaparement des terres, sujet de l'agenda le plus controversé, dans la recherche d'une solution commune. La déclaration finale articule les principes d'investissement responsable pour les entreprises et de directives pour les États, afin de sécuriser, entre autres, les droits des populations. Oxfam France a poursuivi son implication dans les groupes de travail interministériels consacrés à l'agriculture en rappelant l'importance des traités d'investissement dans la question foncière au Sud. Par ailleurs, nous avons accueilli un partenaire guatémaltèque d'AVSF, Ernesto Tzi, directeur de l'ONG SANK, qui soutient les petits paysans, notamment face à l'accaparement des terres. Il a participé à six conférences-débats dans toute la France.

➤ **Adaptation au changement climatique**

Nous étions également à Cancún en décembre 2010 pour la Conférence des Nations unies sur le climat. Bonne nouvelle, l'une des demandes de notre campagne a été reprise dans l'accord final : un Fonds mondial pour le climat a été créé. Il doit servir à combler le déficit des financements en faveur de l'adaptation des communautés vulnérables. Côté français, Oxfam France et le Réseau Action Climat ont publié un rapport sur les financements de la France pour le climat, Quai des brumes. Présenté dans les ministères, ce document a mis nos interlocuteurs au pied du mur, en les forçant à reconnaître que ces financements sont faibles et opaques. Si l'accord de dernière minute obtenu à Cancún a remis les négociations sur les rails, il reste encore beaucoup à faire pour répondre au défi du changement climatique!

2.4 Protection des populations en zone de conflit

Afghanistan, Israël, territoires palestiniens occupés, traité sur le commerce des armes..., notre plaidoyer pour l'absolue nécessité d'une meilleure protection des populations civiles s'est poursuivi. Face à la situation dramatique en République démocratique du Congo, nous avons lancé la campagne « RDC : 15 ans de guerre, tout un avenir à reconstruire », qui a permis une forte mobilisation des députés français interpellés.

➤ République démocratique du Congo :

15 ans de guerre, tout un avenir à reconstruire ! Alors qu'on estime que dix ans de conflit ont fait 5,4 millions de morts (entre 1998 et 2008), les massacres et les déplacements de population ont continué en République démocratique du Congo. À la fin de l'année 2009, dans la région du Kivu, on dénombrait 1,25 million de personnes déplacées. En partenariat avec le CCFD-Terre solidaire, le Secours catholique, le Réseau européen pour l'Afrique centrale, un réseau d'une quarantaine d'organisations européennes et trois organisations majeures de la société civile congolaise, nous avons donc lancé une campagne urgente à la fin du mois de mars 2010 : elle partait du constat qu'il ne pouvait y avoir de paix durable pour la RDC et la région des Grands Lacs tant que les aspirations les plus élémentaires des populations ne seraient pas réellement prises en considération. Nous avons proposé à notre réseau d'interpeller Nicolas Sarkozy, Bernard Kouchner (alors ministre des Affaires étrangères) et les députés, afin qu'ils interviennent au sein de l'Union européenne, du Conseil de sécurité des Nations unies, mais aussi auprès de la RDC et de ses voisins pour protéger les populations civiles, garantir l'accès aux services de base, renforcer les processus démocratiques et citoyens, et mettre fin à la militarisation de l'exploitation et du commerce des ressources naturelles. Parmi les résultats concrets de notre travail de plaidoyer, la demande relative à un retrait des casques bleus subordonné à des améliorations de la sécurité des populations a été entendue : le mandat de la Monusco (Mission des Nations unies pour la stabilisation en RDC) a été prolongé jusqu'en juin 2011. Mais si un pas a été franchi, la situation reste problématique face aux exactions perpétrées à l'encontre des populations civiles.

➤ Israël/Territoires palestiniens occupés (TPO) : mettre fin au blocus de Gaza et faire appliquer le droit international

Nous avons poursuivi notre plaidoyer en faveur d'une levée immédiate du blocus de Gaza (subi par plus d'un million et demi de Palestiniens), en informant régulièrement sur l'évolution du blocus et en condamnant fermement l'action d'Israël contre une flottille humanitaire le 31 mai. Rima Chemirik, assistante de plaidoyer Conflits, est allée en Israël et dans les TPO entre le 8 et le 22 décembre 2010. Ce voyage a permis une collaboration plus étroite avec nos collègues des autres Oxfam, mais il a aussi offert la possibilité de rencontrer les autorités françaises et européennes sur place et de constater les difficiles conditions de vie des populations dans les territoires palestiniens occupés. Ce déplacement a également été l'occasion de rencontrer des organisations israéliennes et palestiniennes militant pour la paix dans cette région du monde.

➤ Afghanistan : placer la protection des civils au cœur des priorités

L'année 2010 a été la plus meurtrière pour les civils afghans depuis 2001 avec une augmentation de 31 % du nombre de morts au cours des seuls six premiers mois. Nous avons plaidé pour que les forces militaires internationales prennent des mesures urgentes afin d'assurer la protection des civils touchés par l'intensification du conflit : les pertes civiles dues aux forces progouvernementales ont ainsi baissé en 2010. Nous avons souligné auprès de nos interlocuteurs français l'importance de remédier à la mauvaise qualité de la formation des soldats et policiers afghans.

➤ **Traité sur le commerce des armes : des progrès**

Tout au long de l'année 2010, nous avons participé à différents événements pour faire avancer les négociations sur le traité sur le commerce des armes, qui doit être adopté en juin 2012. Au mois de juillet 2010, les négociations se sont ouvertes au siège de l'ONU en vue de l'adoption de ce traité : nous avons pu rencontrer des représentants de nombreux États et exiger un traité définissant des obligations juridiquement contraignantes et garantissant le respect du droit international humanitaire et des droits humains.

2.5 Mobilisation locale

Les missions et les activités des groupes locaux sont multiples : visibilité et présence auprès du public, des médias et des élus locaux, organisation d'événements, travail en collectif avec d'autres organisations... En 2010, la campagne « Non-assistance à mère en danger » a été l'occasion de nombreux événements locaux : participation d'Oxfam France aux États généraux du renouveau à Grenoble en juin, festival musical « Les rendez-vous de l'Erdre » pour le groupe de Nantes au mois d'août, braderie de Lille en septembre... et flash mobs locales et nationale le 18 septembre. En octobre, le groupe local de Toulon a animé un débat sur le thème de la santé maternelle, dans le cadre d'un atelier d'alphabétisation auprès de personnes originaires du Maghreb. La campagne « Privés de terre, privés d'avenir » a également eu de nombreuses retombées en région. Organisation de repas insolents sur les différences d'accès à la nourriture dans le monde à Lille, proposition de « semer pour changer » les idées dans les têtes de nos décideurs (Nancy), conférence-débat avec AVSF (Montpellier), rencontres avec Ernesto Tzi, directeur de l'ONG SANK au Guatemala, partenaire d'AVSF, dans diverses régions... À Nantes, à l'occasion du lancement du festival Alimentterre, le groupe local a organisé une action de rue : un tir à la corde opposant paysans du Sud et hommes d'affaires de l'agroalimentaire ! Enfin, les groupes de Lille, Nancy, Strasbourg et Nantes ont saisi l'occasion des soldes en janvier 2011 pour interpeller les passants sur la question de l'accaparement des terres, à travers le slogan « Moins 50 % sur les terres des paysans pauvres » ! La question de l'évasion fiscale a également mobilisé, notamment à Strasbourg : en septembre, les groupes locaux d'Oxfam France et du CCFD-Terre solidaire ont organisé une action de rue et un débat sur le thème « Paradis fiscaux : main basse sur les pays du Sud ». Enfin, quelques chiffres sur les actions menées par les groupes locaux d'Oxfam France dans le cadre de la Semaine de la Solidarité Internationale : 39 groupes ou relais mobilisés, 30 stands sur des salons ou villages, 12 projections-débats !

2.6 Le développement des Bouquineries

En 2010 la Bouquinerie de Lille a proposé de nouvelles actions et animations grâce à un groupe local lillois dynamique : réalisation de deux expositions (sur le changement climatique et la République démocratique du Congo), participation à la grande braderie de septembre, mais aussi formations aux campagnes d'Oxfam France. Toutes ces actions contribuent à la vitalité de la Bouquinerie, qui devient un véritable lieu de rencontre, d'échange et d'information pour le public et les bénévoles. En avril 2010, lors de la clôture de la Semaine du développement durable, la mairie de Lille a organisé un événement de collecte qui nous a permis de récupérer quelque 250 kg de livres ! La presse régionale relaie désormais régulièrement nos actions. L'équipe de bénévoles est toujours plus nombreuse et plus fidèle. Le 28 septembre, la Bouquinerie de Paris a ouvert ses portes dans un local accueillant implanté au sein d'un quartier très vivant et commerçant : le réseau se renforce ! Formation de l'équipe de bénévoles, constitution du stock, démarrage des ventes, et dès le mois d'octobre, une conférence a été organisée avec Ernesto Tzi, partenaire du Guatemala venu témoigner dans le cadre de la campagne « Privés de terre, privés d'avenir ».

Enfin, un concours de nouvelles a été organisé fin 2010 avec succès : 165 personnes ont participé et 12 nouvelles ont été récompensées le 8 janvier lors d'une remise des prix officielle organisée à la Bouquinerie de Lille.

2.7 L'organisation du 1er Trailwalker en France (contraction de Trail : chemin et Walker : marcheur en anglais)

En 2010, Oxfam France a réalisé le 1^{er} Trailwalker en France, un événement sportif de collecte de fonds et de mobilisation organisé depuis 1981 par d'autres Oxfam dans le monde. Le défi ? Marcher 100 km par équipe de 4 en moins de 30h et récolter 1500 euros par équipe en amont de l'événement. Pour cette 1^{ère} édition qui s'est déroulée les 12 et 13 juin 2010 dans le Parc naturel régional du Morvan, 88 équipes ont pris le départ et ont collecté au total près de 180 000 euros pour financer les actions de l'association. Avec près de 900 participants au total (marcheurs, bénévoles, supporters), cette 1^{ère} édition fut une belle réussite et sera reconduite en 2011.

3. Les principes de financement sur l'année 2010/2011

Les activités de plaidoyer et de mobilisation d'Oxfam France sont réalisées en France. L'association emploie entre 20 et 25 personnes. Le total des produits pour l'exercice courant du 1^{er} avril 2010 au 31 mars 2011 s'élève à 2.175.167€ et l'excédent s'élève à 2.636 €.

Nos ressources pour cet exercice sont composées de :

- 54% de dons issus de la générosité du public dont la majorité en prélèvement automatique
- 37% de bailleurs privés (11% de fondations et 26% d'Oxfam International et des autres affiliés)
- 3% de bailleurs publics (Etat pour des contrats aidés et Union Européenne pour le projet climat)
- 5% d'autres produits (essentiellement des ventes de produits de soutien et des refacturations des prestations à des partenaires)

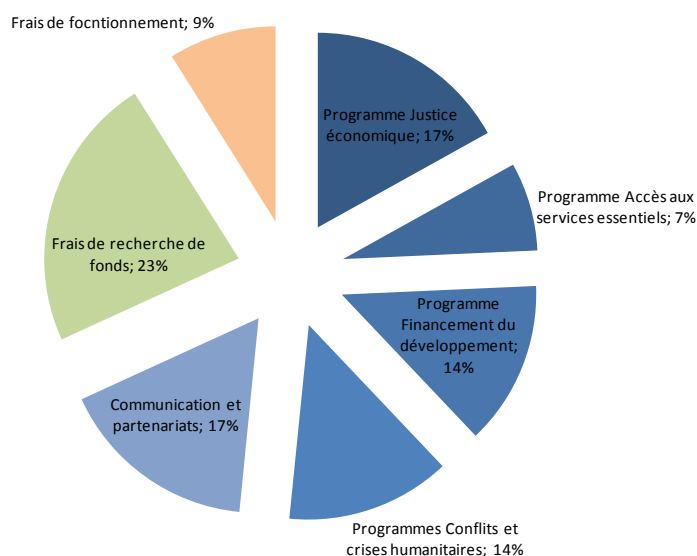
Nos charges se répartissent de la façon suivante :

- 64% pour les missions sociales (plaidoyer et mobilisation citoyenne)
- 28% de frais de collecte de fonds
- 8% de frais de fonctionnement

Le bénévolat est valorisé à 193.267 € et les prestations en nature (mécénat de compétence) à 18.070 €. L'ensemble de ces contributions en nature couvrent à 57% des activités de fonctionnement, 30% des activités de plaidoyer et mobilisation citoyenne (missions sociales) et 13% de collecte de fonds.

Les ressources collectées auprès du public, utilisées à 99,8% sur l'exercice en cours, ont été employées à 69% pour la réalisation de nos missions sociales, cf. graphique ci-dessous :

Utilisation des ressources collectées auprès du public



Le total du bilan de l'association est de 1.102.909 €. L'actif est essentiellement réalisable et disponible (888.929 € contre 192.803 € pour l'actif immobilisé). Notre niveau d'endettement est élevé (total des dettes : 740.445€) tout en sachant que 443.019 € correspondent à des dettes auprès d'Oxfam International prêtés dans le cadre du financement de notre développement.

Nos fonds propres s'élèvent, en fin d'exercice, à 195.823 €, un montant conforme au seuil de sécurité défini dans le passé (200.000 €) qui visait à couvrir 3 mois de fonctionnement de l'association. Nous devons cependant dans les années à venir viser à augmenter notre niveau de fonds propres pour l'adapter à la taille accrue de l'association et atteindre un montant d'environ 370.000 €, soit un quart de notre budget annuel de fonctionnement. Cet objectif est prévu pour 2014 dans notre plan financier à moyen terme.

Les comptes 2010-11 de l'association et de la Bouquinerie ont été certifiés sans réserve par le commissaire aux comptes, le cabinet Orcom.

Toutes les informations de ce document sont issues du rapport d'activité et financier de l'année 2010, disponible sur le site internet de l'organisation [http://www.oxfamfrance.org/IMG/pdf/RA2010_OXFAM_def.pdf] ou obtenu sur simple demande écrite à Oxfam France, 104 rue Oberkampf 75011 Paris.

Oxfam France est agréée par le Comité de la Charte.

